

Tunisie?: l'imbroglio politique

Nouveau coup de théâtre en Tunisie. Elyes Fakhfakh, le premier ministre désigné le 20 janvier dernier par le président Kais Saïed a annoncé samedi 15 février au soir la composition de son gouvernement. Or quelques heures auparavant, le parti islamiste Ennahda, première formation politique avec 25 % des 217 sièges au parlement qui avait elle-même échoué à former un gouvernement au bout de trois mois de concertation après le scrutin législatif du 6 octobre dernier, ayant essuyé un camouflet devant les députés qui, à 67 %, lui avaient refusé la confiance le 10 janvier dernier. Cette fois-ci, alors qu'Ennahda devait obtenir six ministères - mais aucun des postes régaliens au sein d'une coalition dominée par des indépendants -, 80 des 150 membres du conseil de la choura, l'organe consultatif du parti, se sont opposés à sa participation à l'exécutif lors d'une longue réunion, samedi 15 février. " Ce vote reflète les tensions au sein du parti ", relève le politologue Michaël Bechir Ayari de l'International crisis group (ICG) à Tunis. " Notamment concernant la succession de Rached Ghannouchi à sa tête qui doit se décider lors d'un congrès cette année ", précise-t-il. Officiellement le parti a décidé de refuser la confiance " à un gouvernement qui aurait été trop faible ", a fait valoir le président du conseil de la choura Abdelkharim Harouni. Ennahda souhaitait s'allier à Qalb Tounes (Au cœur de la Tunisie), le deuxième parti de l'assemblée avec 38 députés (18 %), le parti du magnat de la communication Nabil Karoui, poursuivi pour fraude fiscale. Il entendait ainsi rééditer la grande alliance islamiste-moderniste, constituée en 2014 avec le parti du président décédé Beji Caïd Essebsi, laquelle avait pourtant empêché la Tunisie d'aller de l'avant. De son côté Qalb Tounes a également annoncé qu'il s'opposerait à l'installation du gouvernement Fakhfakh, rendant très improbable un vote de confiance des députés. Sortant les couteaux, un des responsables du parti, Iyadh Elloumi, a fait porter la responsabilité de la crise au président Saïed qui, selon lui, n'a pas su choisir la bonne personne et a fait la guerre aux partis politiques. À défaut d'une improbable alliance nouée dans les heures à venir, il reste à la Tunisie 3 scénarios politiques, pour remettre le pays en marche alors que l'administration et l'économie sont au ralenti, si ce n'est à l'arrêt. Première solution, le président Saïed peut faire appel à une troisième, et dernière, personnalité pour endosser le rôle de chef de gouvernement et former une coalition gouvernementale. Il a jusqu'au 20 février pour le nommer et celui-ci disposera de moins d'un mois, jusqu'au 15 mars, pour constituer une équipe là où ses prédécesseurs ont échoué, incapables de marier la carpe et le lapin au sein d'une assemblée fragmentée et composée d'ennemis irréductibles. Deuxième solution : un tiers des députés s'allient pour porter une motion de censure contre l'actuel gouvernement, motion qui devra ensuite être votée par une majorité de députés. " Mais peut-on voter une motion de censure contre un gouvernement qui ne fait que gérer les affaires courantes ? ", interroge Michaël Bechir Ayari. " La transformation du régime n'a pas été assortie d'une transformation de l'État, la Tunisie souffre encore de clientélisme, d'insécurité juridique, d'absence d'État de droit, etc ", analyse Michaël Bechir Ayari. Enfin, en l'absence d'un gouvernement formé mi-mars, Kaïs Saïed devra dissoudre l'assemblée et convoquer les électeurs pour un nouveau scrutin. Un spectre qui avait surgi dès le

soir des élections du 6 octobre. En attendant le Fonds monétaire international (FMI) a suspendu fin janvier le versement de tranches au pays faute de nouveau gouvernement en place et la situation financière du pays est au plus bas. Nos affaires ne peuvent pas aller plus mal.

Marie Verdier, La Croix.